Nous occupons le neuvième rang de tous les pays industrialisés pour la productivité, mais le deuxième pour le niveau de vie. Nous venons derrière la Grèce, la France et l'Espagne. Nous vivons richement grâce à la vente de nos ressources que nous hypothéquons pour maintenir un train de vie que nous ne méritons pas. Le problème au fond c'est donc notre efficacité, notre productivité. C'est de cela que nous devrions nous occuper, et non des mesures de restriction. Mais cela c'est du passé.

Nous devons examiner la situation actuelle et décider des mesures à prendre. Si nous adoptions certaines des idées lancées par les députés d'en face, il y aurait un autre cycle inflationniste dans les dix mois. Si nous retournions à la solution de facilité qu'on a proposée—des réductions fiscales ainsi que les programmes d'appoint coûteux auxquels le gouvernement donne déjà de l'ampleur dans de nombreux domaines—nous aurions ultérieurement la responsabilité de récupérer cet argent. Et où nous faudra-t-il le trouver? Chez le contribuable qui, à son tour, demandera une augmentation à son employeur qui, à son tour, demandera des prix plus élevés au public. Là encore, il s'agit d'un cercle vicieux.

Nous devons être très méticuleux dans nos décisions et nos méthodes d'adaptation. Cela ne veut aucunement dire que nous devons méconnaître la crise du sous-emploi. Nous devons toutefois nous rappeler qu'il nous faudra rendre des comptes plus tard, et, selon moi, l'un de nos problèmes actuels est que, quelles que soient les intentions du gouvernement, nos institutions financières n'y souscriront pas toujours. J'étudie la question depuis quelque temps. On a tendance à croire que parce notre système bancaire est digne de confiance, il y aura entente mutuelle entre le gouvernement et les banques, celles-ci considéreront que la politique gouvernementale est intégrée à une politique nationale. Mais tel n'a pas été le cas. La Banque du Canada a très sensiblement abaissé son taux d'intérêt mais je ne constate aucun mouvement important de la part des banques et autres institutions financières en vue d'injecter de l'argent là où il en faut, dans les affaires. Elles le placent tout simplement en prêts convertibles portant intérêt à 18 p. 100 et dans des obligations outre-frontière. Je pourrais citer tel ou tel cas où une banque a recommandé un investissement à court terme aux États-Unis plutôt qu'un investissement qui aiderait une entreprise canadienne à se constituer un stock.

Notre système bancaire n'est donc pas tellement digne de confiance. Je suis malheureusement venu à la conclusion que le gouvernement devrait songer sérieusement à étatiser notre système bancaire. Il me répugne de le dire parce que j'ai toujours été adversaire farouche de la nationalisation de n'importe quelle industrie, mais je crois que nos institutions bancaires et financières se sont montrées tellement irréflechies, soucieuses de leurs seuls intérêts, que nous devrions nous demander sérieusement s'il ne faudrait pas les nationaliser.

M. Rondeau: Le crédit!

M. Otto: J'ai voté une fois avec les représentants de ce parti, lorsque j'ai voté en faveur de l'argent libre de dette.

Des voix: Oh, oh!

M. Rondeau: Vous n'étiez pas renseigné sur le crédit.

M. Otto: En effet. Mais, soyons sérieux: si les députés de l'opposition ne veulent pas la nationalisation des banques, peut-être le gouvernement devrait-il exercer beaucoup plus de contrôle sur leurs politiques. Peut-être pourrait-il frapper leurs réserves; ce serait une arme puissante. Lorsque le gouvernement a décidé de faire observer certaines politiques ou orientations, il semblerait que les banques et autres institutions financières auraient dit: C'est fort bien pour d'autres, mais, pour notre part, nous faisons partie d'un monde d'affaires international, et si vous n'établissez pas des règles qui nous conviennent, nous placerons notre argent ailleurs. Il nous faut lutter contre cela. Par conséquent, je ne pense pas que nous puissions aller bien loin sans songer à des restrictions plus sévères ou à des contrôles plus étroits à l'endroit de nos institutions bancaires.

• (5.50 p.m.)

Le problème suivant, auquel nous devons encore faire face, est celui de la main-d'œuvre. Il n'a pas disparu en conséquence du simple chômage. Il est même plus aigu qu'auparavant. Les députés remarqueront que depuis deux semaines, deux compagnies ont dû recourir à l'ultimatum—je pense qu'elles ont procédé en toute sincérité—parce qu'elles ne savent plus du tout que faire. Elles ont averti leurs employés qu'ils devaient stabiliser leurs exigences salariales, à défaut de quoi elles fermentaient leurs usines et abandonneraient les affaires. Elles ne se sont pas exprimées ainsi à des fins de publicité ou de négociations. Je connais le directeur de l'une de ces sociétés et la déclaration était sérieuse. Ainsi, la main-d'œuvre et la direction en arrivent maintenant à une impasse qui ne permet plus la négociation; il s'agit maintenant d'ultimatums. Les employés feront telle chose ou la compagnie fermera boutique. Les ultimatums n'ont jamais rien réglé et ils n'y parviendront jamais.

Je propose que le gouvernement examine sérieusement l'ensemble complexe d'une politique de la main-d'œuvre à établir. Car, un jour, que ce soit cette année, l'an prochain ou dans deux ans, les exigences salariales devront être proportionnelles à la productivité. Peu m'importe de quelle façon on tranche la difficulté, monsieur l'Orateur. La politique pourrait s'appliquer d'industrie en industrie, d'usine en usine, à travers tout le pays. Mais, à un moment donné, nous devons nous rendre à l'évidence que si la main-d'œuvre veut une hausse de salaire de 6 p. 100, elle devra augmenter son rendement d'au moins 6 p. 100 par homme et par heure. Si la main-d'œuvre veut une augmentation de 10 p. 100 des salaires, elle devra montrer une augmentation de productivité de 10 p. 100. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions stabiliser les pressions inflationnistes.

Faute d'une telle politique, nous connaissons d'ici un an un cycle d'inflation plus grave dans une proportion de 10 p. 100. Les coûts montent toujours. Nous voudrions stabiliser le coût de la vie et pourtant beaucoup d'entrepreneurs et de commerçants se débarrassent de leurs stocks au prix coûtant et à moins de cela, parfois. Le remplacement de ces stocks se fera à des prix plus élevés et c'est le public qui en subira les conséquences. Le remède à tous nos maux ne consiste donc pas dans un débat politique du genre suivant: «Nous vous avons avertis. Vous n'avez pas su vous y prendre; vous n'auriez pas dû faire ceci ni cela.» Il est facile de juger après coup.